



DES JEUNES PRÉFÈRENT LE MARAÎCHAGE À L'ÉMIGRATION

THÈMES:
CULTIVER



S'ORGANISER



CONTEXTE

La zone où l'Association des planteurs et maraîchers de Maréna (APM) intervient est située à l'Ouest du Mali, dans la région de Kayes. La rivière Kolimbine, cours d'eau temporaire, apportait chaque saison aux villages riverains des eaux riches en alluvions. Les cultures de décrue faisaient de cette province le grenier de la région. Avec les sécheresses cumulées de ces dernières décennies, la Kolimbine a cessé de déborder et a eu tendance à tarir plus tôt. Ce problème s'est traduit dans un premier temps par l'exode rural puis par l'émigration des bras valides vers l'Europe et notamment vers la France. Depuis 1993, le phénomène migratoire a ralenti du fait de la fermeture des frontières. En même temps, d'anciens migrants sont retournés dans la zone pour y développer le petit maraîchage de saison sèche. Mais l'activité ne compensait que partiellement le déficit de la culture sous pluie.

En 2002, les maraîchers ont fondé l'APM et tenté de prolonger la saison de culture par une technique ancienne : des barrages faits de piquets de bois et de branchages, renforcés à la base par des pierres. Ces ouvrages rudimentaires permettaient de maintenir l'eau jusqu'au mois de février.

Le nombre de paysan-ne-s maraîchers est passé rapidement de quelques dizaines à des centaines. On comptait de plus en plus de pères de familles puis, depuis 2000, de jeunes qui y voyaient une alternative à l'émigration et à l'exode rural. La production était cependant limitée par un certain nombre de contraintes : l'absence de retenue d'eau, le manque d'encadrement technique rapproché, l'inexistence de mécanisme collectif d'approvisionnement en intrants et une insuffisance d'information, de formation et de suivi.

EXPÉRIENCE DE TERRAIN

La genèse de l'APM a été longue parce qu'il s'agissait pour l'association de se développer de manière autonome, en

intégrant à la gouvernance l'ensemble des producteurs (les hommes, les femmes, les groupements, les exploitations



familiales et celles de plus grande taille) et en imaginant des solutions techniques adaptées à chaque situation. L'APM fonctionne avec un seul animateur salarié, les responsables étant des producteurs et productrices élus. Forte de 1500 membres aujourd'hui, l'APM a construit, en 2010, un premier barrage avec le soutien de l'Association Jardins de Cocagne – Solidarité Nord et Sud. Il en a résulté une augmentation considérable de la production de légumes (oignon, concombre, gombo, etc.) et de bananes.

« Je voulais partir en Guinée Equatoriale, comme la route pour la France, les USA et même l'Espagne est devenue difficile, témoigne Adoullaye Siby, un cultivateur âgé de 26 ans. Mon père, lui, ne voulait pas que je parte. Il me dit souvent qu'avec le maraîchage, je peux avoir ce que je vais chercher dans l'émigration. En 2012, à côté de son champ, j'ai fait une petite parcelle de 8000 m² d'oignon violet de Galmi. Cette année (2014) j'ai fait 1,5 hectare et je pense que peux récolter au moins 15 tonnes, approcher 3 millions de revenus (plus de 4500 euros). Je vois que le conseil de mon père, c'est de l'or. Mais il faut y croire soi-même d'abord et avoir les moyens matériels: la terre, une motopompe et de bonnes semences... »

En 2015, un second ouvrage, construit par les populations, est venu compléter cet aménagement, permettant des cultures toute l'année sur 15 km de rives.

Pour valoriser au mieux ces ouvrages, l'APM expérimente un certain nombre de pratiques innovantes :

- mise en place d'un réseau de producteurs de semences;
- création de structures collectives de stockage de l'oignon;
- expérimentation de nouvelles techniques d'irrigation économes en eau;
- mise en place d'un crédit agricole dans le cadre du réseau de caisses villageoises;
- valorisation de synergies entre l'agriculture et l'élevage en améliorant la production laitière.

Ces évolutions ne seront viables que si les producteurs maîtrisent réellement leurs systèmes de production. L'APM a choisi pour cela de mettre en place des formations de masse touchant l'ensemble des producteurs, la création de brigades phytosanitaires chargées de s'assurer que les pratiques agricoles respectent l'environnement et la santé et la formation d'équipes d'encadrement technique internes à l'association.

ENSEIGNEMENTS

I. POINTS FORTS

- La mobilisation importante de la communauté, renforcée par le besoin commun en eau.
- Le fort ancrage local de l'APM, fruit d'une entente inter paysanne et non d'une idée externe.
- Une réelle démocratie interne et une représentation équilibrée des maraîchers des trois villages dans les organes de gouvernance.
- La bonne gestion financière par des trésoriers reconnus pour leur probité; ces derniers n'ont jamais eu d'initiation en comptabilité avant le projet, ils écrivent les comptes de l'association en arabe et en langue locale soninké.
- Des effets rapides sur l'environnement: directs par l'augmentation des surfaces cultivées, indirects par le renouvellement de la flore et de la faune piscicole.

II. DIFFICULTÉS

- Le faible niveau de formation général des producteurs.
- La dépendance à l'égard des achats d'intrants (semences, pesticides, etc.).
- L'enclavement de la zone, entraînant des difficultés de commercialisation.
- Des pertes importantes de récolte dues aux attaques des nuisibles et un manque de réponses efficaces et compatibles avec la protection de l'environnement et de la santé.

III. QUESTIONS OUVERTES

- Comment une organisation de 1500 membres peut-elle s'organiser pour conserver une autonomie de gestion et une gouvernance partagée: le choix de mettre en place des comités de base, des comités villageois et des commissions thématiques suffira-t-il pour prévenir les éventuels conflits d'intérêts liés à la gestion de l'eau?
- Quelle place faut-il donner à l'individuel et au collectif, en particulier dans la gestion de l'eau, dans la production et la commercialisation?

